

<https://ricochets.cc/Legalement-ou-illegalement-les-flics-repriment-des-ecolos-pour-defendre-les-entreprises-ecocidares-7605.html>



Légalement ou illégalement, les flics répriment des écolos pour défendre les entreprises écocidares



- Les Articles -

Publication date: mercredi 5 juin 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Si on était en démocratie, un niveau élevé de contestation serait toléré (y compris de la casse et de la désobéissance), voire encouragé, surtout concernant des questions collectives vitales.

Mais on est en France, en régime politique autoritaire allié au totalitarisme économique écocidaire, et la flicaille radicalisée se déchaîne en toute impunité pour humilier, blesser, terroriser... des protestations écologistes basiques.

Le contraste, on le sait, est énorme avec la tolérance étatique complice qui a prévalu quand des agriculteurs affiliés à la FNSEA et à l'agro-business ont dégradé, cassé, brûlé des bâtiments publics.

Pour l'Etat et ses milices : la casse à grande échelle qui s'inscrit dans l'agro-business as usual qui ravage la biosphère et ses habitants humains et non humains : OUI.

La casse légère d'écologistes qui défendent la biosphère et donc l'intérêt collectif contre l'appétit destructeurs de multinationales : NON.

Exemples récents :

- ▶ [Contre TotalEnergies, 600 militants s'invitent dans les bureaux d'Amundi](#) - Pour le capital colonial, la police se fait illégale

Vendredi 24 mai, alors que TotalEnergies tenait son assemblée générale annuelle, plus de 600 militants ont forcé l'entrée des bureaux du siège d'Amundi, premier gestionnaire d'actifs européen en volume et premier actionnaire du géant des énergies fossiles. Nous avons reçu ce retour d'expérience qui raconte l'action menée par plus de 60 organisations écologistes et sociales et déploie quelques considérations nécessaires quant à l'état de droit.

Alors qu'aux étages se prenaient, autour d'un verre de champagne, des décisions d'une importance certainement considérable - poursuivre tout ce qui génère du profit -, une occupation s'installait devant le bâtiment et une partie des activistes en pénétraient le hall, outrepassant sans violence les forces de sécurité. Cette action, à l'appel d'Extinction Rebellion mais construite en lien avec de multiples organisations, devait garantir un espace aux risques juridiques plus faibles ; l'occupation extérieure. Pour de multiples raisons, et à regret, l'action s'est retrouvée à être centrée autour de sa partie la plus désobéissante, la police rassemblant indistinctement dans une même nasse toutes les personnes présentes : militant.es de tous bords, salarié.es d'ONGs, représentant.es de luttes autochtones, scientifiques... dont parfois même de simples observateur.ices placé.es à plusieurs centaines de mètres et ramené.es sous contrainte dans le lot par les miliciens de la BRAV-M.

La police était attendue. Une solution de moindre conflictualité avait donc été choisie en évitant l'imposant dispositif policier déployé à La Défense, où se tenait l'AG des 100 ans de Total. Mais l'arbitraire d'une répression indiscriminée et en dehors de toute légalité, n'était lui pas anticipé : 201 interpellations, toutes sans suite malgré les tentatives de charger sans preuve des militant.es arrêté.es aléatoirement avec de graves chefs d'accusation (dégradations lourdes, violences), accompagnées d'une multiplication d'atteintes significatives aux droits fondamentaux et à la dignité des personnes.

La répression de cette mobilisation du 24 mai 2024 puis celle de la manifestation Greendock le lendemain nous ont à nouveau démontré tout ce que la police a accumulé de pratiques d'impunité depuis de longues années.

(...)

- ▶ SUITE : <https://lundi.am/Contre-TotalEnergies-600-militants-s-invitent-dans-les-bureaux-d-Amundi>
- ▶ [Enfermés, sans eau et sans WC : à Greendock et Amundi, le calvaire des militants écolos](#) - Frappés, arrêtés, privés d'eau, de WC et de nourriture... Les mobilisations contre TotalEnergies et Greendock ont vu la police se lâcher sur les écologistes. Reporterre a recueilli leurs témoignages. (...)

Légalement ou illégalement, les flics répriment des écolos pour défendre les entreprises écocidaire

« J'ai soigné des personnes mordues au sang par les vigiles », indique un médecin. En tout, 173 personnes ont été interpellées et placées en garde à vue. Cinquante d'entre elles ont dû rester jusqu'à presque minuit dans un bus où il faisait extrêmement chaud, sans possibilité d'aller aux toilettes, de manger, de voir un médecin et avec une quantité d'eau extrêmement limitée. Chez Extinction Rebellion (XR), qui organisait la mobilisation, on n'avait jamais vu autant de gardes à vue, des privations de liberté aussi longues et dans de telles circonstances.

(...)